

Edito

A quoi sert la grève?

Par Francis Van de Woestyne

Au départ, il s'agissait d'un "simple" mouvement de cheminots, fâchés à l'idée que la SNCB modifie le système de jours de congés compensatoires octroyés en échange du maintien d'une semaine à 40 heures. Revenant sur un accord de 1996, la direction a jugé aberrant de continuer à offrir des compensations pour des heures supplémentaires non réellement prestées (congé et maladie). Scandale! ont dit les cheminots. Vraiment? Leur grève devait durer deux jours, puis trois, quatre, cinq. Pourquoi s'arrêter? Les francophones ont choisi de poursuivre. Les navetteurs? Ils s'en fichent. Par solidarité, les chauffeurs des Tec wallons se sont associés à ce qu'on appelle une "action". Celle de se croiser les bras. Mais le "scoop" eût été qu'ils circulent. En Flandre, en revanche, ça roule. Les autres services publics, avides d'entrer dans la guérilla, veulent aussi perturber le fonctionnement de l'Etat jusqu'à l'automne. Se rêvant en grévistes de 1960 qui luttèrent contre la loi unique de Gaston Eyskens, certains syndicalistes espèrent faire tomber le gouvernement Michel. L'Histoire, pourtant, nous apprend qu'aucun gouvernement n'a jamais réellement chuté sous la pression syndicale. Alors?

Oui, la contestation est parfois utile. Oui, la concertation est insuffisante. Mais la pagaille nuit à tous. A quoi, en effet, ce coup de chaleur syndical a-t-il servi? A perturber les examens (ne parlez plus de Marc Goblet à un seul étudiant...). A raviver les projets de service minimum dans les entreprises publiques. A offrir un boulevard à Bart De Wever, trop content d'exalter les différences Nord-Sud. A affaiblir les responsables syndicaux "raisonnables", dépassés par une base noyautée par le PTB. Et à perturber le travail du gouvernement? Non. Au contraire. La grève a (re)soudé et galvanisé l'équipe Michel, plus décidée que jamais à poursuivre les réformes.